

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1640

[C - 99/27434]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au plan de gestion des hôpitaux dépendant de centres publics d'aide sociale ou d'associations régies par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 94, § 10, remplacé par le décret du 2 avril 1998, et l'article 126, § 4, inséré par le décret du 2 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 3 mars 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et du Ministre de l'Action sociale et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par association : l'association régie par le Chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

CHAPITRE II. — *Cas dans lesquels le conseil de l'aide sociale peut être dispensé d'établir un plan de gestion*

Art. 3. Le conseil communal peut dispenser le conseil de l'aide sociale d'établir le plan de gestion visé à l'article 94, § 10, de la loi du 8 juillet 1976 précitée, si le déficit cumulé de l'hôpital n'excède pas trois pour cent de son chiffre d'affaire annuel ou s'il résulte soit d'une sous-occupation liée à des travaux temporaires au sein de l'hôpital, soit d'un événement majeur et imprévisible dont les conséquences pourraient, selon les précisions d'un plan arrêté à cette fin par le conseil de l'aide sociale, être effacées dans un délai de trois ans.

CHAPITRE III. — *Dispositions applicables lorsque l'intervention du centre régional d'aide aux communes est sollicité*

Art. 4. Le plan de gestion de l'hôpital géré par un centre public d'aide sociale ou une association et qui est élaboré dans le cas d'une demande d'intervention des communes concernées auprès du Centre régional d'aide aux communes, couvre au moins cinq exercices budgétaires consécutifs. Il définit les objectifs budgétaires de l'hôpital en dépenses et recettes pour les frais de fonctionnement et pour les investissements, les frais de personnel et l'activité médicale.

Art. 5. Le plan de gestion comportant des projections pluriannuelles doit permettre d'atteindre et maintenir l'équilibre financier de l'hôpital et comprend des directives destinées à être suivies de mesures à prendre notamment dans les matières suivantes :

1° la perception des honoraires;

2° l'effectif du personnel et son affectation optimale dans le respect des normes d'encadrement;

3° le statut pécuniaire du personnel;

4° la maîtrise des investissements et leurs charges;

5° la maîtrise des coûts de fonctionnement et notamment du coût de l'hôtellerie, des achats de biens et services, du coût de fonctionnement des services médico-techniques, de l'achat des produits médicaux;

6° la fixation d'objectifs financiers par services;

7° le recouvrement des créances de l'hôpital;

8° l'amélioration générale des méthodes de gestion;

9° la collaboration et la recherche de synergies avec d'autres institutions de soins ou avec tout autre organisme.

Il prévoit l'établissement d'un plan annuel prévisionnel de gestion de trésorerie.

Le plan gestion est réactualisé en fonction des objectifs d'équilibre budgétaire à atteindre.

Art. 6. Le Gouvernement dispose de cinquante jours pour approuver le plan de gestion de l'hôpital approuvé par le conseil communal ainsi que par les conseils de l'aide sociale et communes associées s'il s'agit d'un hôpital géré par une association.

Ce délai peut être prorogé d'une durée maximale de vingt-cinq jours.

Art. 7. L'approbation du Gouvernement est notifiée par recommandé au centre public d'aide sociale et à la commune ayant arrêté ou approuvé le plan de gestion et, le cas échéant, à l'association.

Art. 8. Le plan de gestion est élaboré en collaboration avec le centre régional d'aide aux communes qui en assure également le suivi, et crée à cet effet un comité d'accompagnement.

Le comité d'accompagnement est composé de représentants du Centre régional d'aide aux communes, de la Région wallonne, de la direction de l'hôpital, de la ou des communes concernées, du ou des centres publics d'aide sociale concernés, du réviseur d'entreprise attaché à l'hôpital et de l'expert si le Gouvernement en a désigné un.

Les représentants de la Région wallonne sont désignés par le Ministre des Affaires intérieures et le Ministre de l'Action sociale.

CHAPITRE IV. — *Dispositions applicables dans l'hypothèse où le Gouvernement impose un plan de gestion*

Art. 9. L'expert visé aux articles 94, § 10, alinéa 5 et 126, § 4, alinéa 4 de la loi du 8 juillet 1976 précitée est un réviseur d'entreprise compétent dans les matières hospitalières.

Les honoraires de l'expert sont pris en charge par le centre public d'aide sociale ou l'association qui gère l'hôpital.

Art. 10. Dans l'exercice de sa mission, l'expert est autorisé à prendre connaissance des documents comptables et administratifs de l'hôpital.

Il adresse des rapports trimestriels contenant l'évaluation et le suivi de la situation budgétaire et financière de l'hôpital au Gouvernement, à la commune, au centre public d'aide sociale, au centre régional d'aide aux communes et, le cas échéant, à l'association et au comité de gestion de l'hôpital.

Il peut être entendu à sa demande et formuler toute suggestion à ces différentes autorités et institutions ainsi qu'au comité d'accompagnement.

Art. 11. A défaut pour le centre public d'aide sociale ou l'association d'arrêter un plan de gestion pour l'hôpital, le Gouvernement peut, après mise en demeure, charger l'expert d'établir un projet de plan de gestion. Le plan imposé par le Gouvernement, peut être réactualisé par le Gouvernement après avis du comité d'accompagnement.

Le plan de gestion arrêté par le Gouvernement répond aux conditions visées par les articles 4 et 5 et est suivi par un comité d'accompagnement constitué selon l'article 8 et auquel est adjoind l'expert.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 12. Le Ministre de l'Action sociale et de la Santé et le Ministre des Affaires intérieures sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 99 — 1640

[C - 99/27434]

1 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het beheersplan van de ziekenhuizen die afhangen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van verenigingen die onder de toepassing vallen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Waalse Regering,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 94, § 10, vervangen door het decreet van 2 april 1998, en artikel 126, § 4, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 december 1998;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 december 1998 over de aanvraag om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 maart 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder *vereniging* : de vereniging die onder de toepassing valt van Hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

HOOFDSTUK II. — *Gevalen waarin de raad voor maatschappelijk welzijn vrijgesteld kan worden van het opmaken van een beheersplan*

Art. 3. De gemeenteraad kan de raad voor maatschappelijk welzijn vrijstellen van het opmaken van het beheersplan bedoeld in artikel 94, § 10, van bovenvermelde wet van 8 juli 1976 als het gecumuleerde tekort van het ziekenhuis niet hoger is dan drie procent van zijn jaarlijkse omzet of als het voortvloeit hetzij uit een onderbezetting van wege tijdelijke werken binnen het ziekenhuis, hetzij uit een belangrijke en onverwachte gebeurtenis waarvan de gevolgen binnen een termijn van drie jaar uitgewist zouden kunnen worden op grond van de voorschriften van een daartoe door de raad voor maatschappelijk welzijn opgemaakt plan.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen die van toepassing zijn als de tussenkomst van het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten gevraagd wordt*

Art. 4. Het beheersplan van het ziekenhuis dat door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging beheerd wordt en dat opgemaakt wordt in geval van aanvraag om tussenkomst van de betrokken gemeenten bij het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten, slaat op minimum vijf achtereenvolgende begrotingsjaren. Het bepaalt de budgettaire doelstellingen van het ziekenhuis inzake uitgaven en ontvangsten m.b.t. de werkingskosten en de investeringen, de personeelskosten en de medische activiteit.

Art. 5. Het meerjarige beheersplan moet zorgen voor het financiële evenwicht van het ziekenhuis en bevat richtlijnen en te treffen maatregelen in verband met :

- 1° de inning van de honoraria;
- 2° het personeelsbestand en de optimale aanstelling ervan met inachtneming van de begeleidingsnormen;
- 3° het geldelijke statuut van het personeel;
- 4° de controle op de investeringen en de lasten ervan;
- 5° de controle op de werkingskosten, met name de kosten m.b.t. het hotelwezen, de aankoop van goederen en diensten, de werkingskosten van de medisch-technische diensten, de aankoop van medische producten;
- 6° de bepaling van financiële doelstellingen per dienst;
- 7° de invordering van de schuldvorderingen van het ziekenhuis;
- 8° de algemene verbetering van de beheersmethodes;
- 9° de samenwerking en het zoeken van samenwerkingsverbanden met andere verzorgingsinstellingen of met elk ander organisme.

Het voorziet in het opmaken van een jaarlijks ramingsplan van het cash management.

Het beheersplan wordt aangepast aan de doelstellingen inzake begrotingsevenwicht.

Art. 6. De Regering beschikt over vijftig dagen om het beheersplan van het ziekenhuis aan te nemen dat goedgekeurd is door de gemeenteraad, alsmede door de raden voor maatschappelijk welzijn en door de verenigde gemeenten als het ziekenhuis door een vereniging beheerd wordt.

Deze termijn kan verlengd worden met maximum vijftientig dagen.

Art. 7. De goedkeuring van de Regering wordt bij aangetekende brief meegedeeld aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeente die het beheersplan hebben vastgelegd of goedgekeurd en, in voorkomend geval, aan de vereniging.

Art. 8. Het beheersplan wordt opgemaakt in samenwerking met het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat ook voor de opvolging ervan zorgt, en daartoe een begeleidingscomité opricht.

Het begeleidingscomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten, het Waalse Gewest, de ziekenhuisdirectie, de betrokken gemeente(n), het/de betrokken OCMW('s), uit de aan het ziekenhuis gebonden bedrijfsrevisor en uit de deskundige als de Regering er één aangewezen heeft.

De vertegenwoordigers van het Waalse Gewest worden aangewezen door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en de Minister van Sociale Actie.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen die van toepassing zijn als de Regering een beheersplan oplegt*

Art. 9. De deskundige bedoeld in de artikelen 94, § 10, vijfde lid, en 126, § 4, vierde lid, van bovenvermelde wet van 8 juli 1976 is een bedrijfsrevisor die bevoegd is voor ziekenhuisaangelegenheden.

De honoraria van de deskundige zijn voor rekening van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de vereniging die het ziekenhuis beheert.

Art. 10. In de uitoefening van zijn opdracht mag de deskundige inzage nemen van de boekhoudkundige en administratieve stukken van het ziekenhuis.

Hij richt driemaandelijke verslagen met de evaluatie en de opvolging van de budgettaire en financiële toestand van het ziekenhuis aan de Regering, de gemeente, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten en, in voorkomend geval, aan de vereniging en het beheerscomité van het ziekenhuis.

Hij kan op eigen verzoek gehoord worden en elk voorstel doen aan voormelde bevoegdheden en instellingen, alsook aan het begeleidingscomité.

Art. 11. Als het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de vereniging geen beheersplan voor het ziekenhuis vastlegt, kan de Regering, na aanmaning, de deskundige belasten met het opmaken van een ontwerp van beheersplan. De Regering kan het door haar opgelegde plan aanpassen, na advies van het begeleidingscomité.

Het door de Regering vastgelegde beheersplan voldoet aan de in de artikelen 4 en 5 bedoelde bepalingen en wordt opgevolgd door een overeenkomstig artikel 8 opgericht begeleidingscomité waaraan de deskundige wordt toegevoegd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 12. De Minister van Sociale Actie en Gezondheid en de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON
 De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
 B. ANSELME
 De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
 W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

**MINISTERE DES COMMUNICATIONS
 ET DE L'INFRASTRUCTURE**

[C - 99/14144]

Promotions

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Michel Looze est promu au grade de conseiller général aux services centraux du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, dans le cadre linguistique français, avec prise de rang et effet pécuniaire au 1er septembre 1999.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Léon Gillain est promu au grade de conseiller général aux services centraux du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, dans le cadre linguistique français, avec prise de rang et effet pécuniaire au 1er avril 1999.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Luc De Vogelaere est promu au grade de conseiller aux services centraux du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, dans le cadre bilingue, avec prise de rang et effet pécuniaire au 1er avril 1999.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Henri Maillard est promu au grade de conseiller aux services centraux du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, dans le cadre linguistique français, avec prise de rang et effet pécuniaire au 1er janvier 1999.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Frédéric Enschedé est promu au grade de conseiller aux services centraux du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, dans le cadre linguistique français, avec prise de rang et effet pécuniaire au 1er avril 1999.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Marc Roman est promu au grade de conseiller aux services centraux du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, dans le cadre linguistique néerlandais, avec prise de rang et effet pécuniaire au 1er avril 1999.

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Jean-Marie Nevens est promu au grade de conseiller aux services centraux du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, dans le cadre linguistique néerlandais, avec prise de rang et effet pécuniaire au 1er avril 1999.

**MINISTERIE VAN VERKEER
 EN INFRASTRUCTUUR**

[C - 99/14144]

Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt de heer Michel Looze bevorderd tot de graad van adviseur-generaal in het Franse taalkader van de centrale diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ranginneming en geldelijke uitwerking op 1 september 1999.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt de heer Léon Gillain bevorderd tot de graad van adviseur-generaal in het Franse taalkader van de centrale diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ranginneming en geldelijke uitwerking op 1 april 1999.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt de heer Luc De Vogelaere bevorderd tot de graad van adviseur in het tweetalige kader van de centrale diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ranginneming en geldelijke uitwerking op 1 april 1999.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt de heer Henri Maillard bevorderd tot de graad van adviseur in het Franse taalkader van de centrale diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ranginneming en geldelijke uitwerking op 1 januari 1999.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt de heer Frédéric Enschedé bevorderd tot de graad van adviseur in het Franse taalkader van de centrale diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ranginneming en geldelijke uitwerking op 1 april 1999.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt de heer Marc Roman bevorderd tot de graad van adviseur in het Nederlandse taalkader van de centrale diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ranginneming en geldelijke uitwerking op 1 april 1999.

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 wordt de heer Jean-Marie Nevens bevorderd tot de graad van adviseur in het Nederlandse taalkader van de centrale diensten van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur met ranginneming en geldelijke uitwerking op 1 april 1999.